

LES DONNEES D'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE NAZIE EN AFRIQUE.

Introduction

I - Les suites de la Première Guerre Mondiale :

L'Allemagne nazie avait-elle des ambitions en Afrique ? La plupart des études faites sur cette époque fasciste ne posent même pas cette question, elles la passent sous silence et portent ainsi préjudice à la conception globale des stratégies du IIIe Reich.

Si nous voulons répondre à cette question, nous devons nous référer tout d'abord au Traité du 28 juin 1919 signé à Versailles.

L'article 119 du Traité déclare que :

"L'Allemagne renonce, en faveur des principales puissances alliées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outremer." (1)

Cela signifiait que les colonies allemandes africaines reviendraient à la France et à l'Angleterre.

Le Togo et le Cameroun furent divisés chacun en deux territoires qui furent respectivement placés sous mandat français et sous mandat britannique. Le Sud-Ouest africain, (S.O.A.), fut attribué à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne comme Territoire sous mandat mais ayant un statut différent.

Le Sud-Est allemand, l'actuelle Tanzanie, devint territoire sous mandat britannique.

Les articles 138 à 140 annulaient tous les droits de l'Allemagne sur le Libéria. Les articles 141 à 146 demandaient à l'Allemagne de renoncer à ses droits au Maroc. Les articles 147 et 154 annulaient ses droits sur l'Egypte.

(1) G. Griolet, Ch. Verger, Traité de Paix avec l'Allemagne signé à Versailles le 28/6/1919, Deloz Paris 1920, p. 88.

II - L'institutionnalisation des régimes de mandat de la S. D. N. :

Elle fut la conséquence de l'expulsion de l'Allemagne hors d'Afrique. Il est intéressant de constater les heurts entre les puissances européennes de cette époque au sujet de cette sorte d'internationalisation des anciennes colonies allemandes.

Extrait du Journal des Colonies (1er février 1919) :

"On voit immédiatement les conséquences pour l'industrie et le commerce métropolitains d'un régime douanier interallié par trop égalisateur. Nos usines ont besoin des bois de nos possessions, de leurs oléagineux, de leur caoutchouc, de leur coton, et ne pourraient lutter avec les firmes étrangères si ces matières premières prenaient la route de Liverpool, de Yokohama, de Sidney..." (2)

Wilson avait beaucoup insisté sur le régime de mandat craignant que les anciennes colonies allemandes tombent directement sous la coupe française ou britannique. Il voulait faire de ces territoires des zones internationales où l'Amérique pourrait, elle aussi, exercer son influence.

Il y eut des mandats dits "mandat B" pour le Togo, le Cameroun, le Tanganyika. Il y eut le "mandat C" pour le Sud-Ouest africain (S. O. A.)

En fait, le terme de mandat n'était qu'une couverture juridique à une véritable colonisation camouflée.

Après le "Versailler Diktat", il y eut de nombreuses réactions dont celles de Hitler à Munich le 10 décembre 1919 :

"Le fait de nous avoir repris les colonies signifie pour nous une perte irréparable. Nous sommes obligés de nous procurer les matières premières à travers les puissances alliées et à des prix si élevés que nous sommes exclus du marché mondial comme concurrents." (3)

(2) Journal des Colonies, H. Miguel, La Paix de Versailles et l'opinion publique française. Paris 1972, p. 178.

(3) Klaus Hildebrand, Vom Reich zum Weltreich Hitler, N. S. D. A. P. und Koloniale Frage. Frankfurt / Main 1968.

LES INTERETS ECONOMIQUES DE L'ALLEMAGNE EN AFRIQUE
DE 1919 à 1933.

I - Associations et Organisations de l'Economie coloniale :

- Le K. W. K., Kolonial Wirtschaftliches Komitee (Comité d'Economie Coloniale), fut fondé en 1896 comme organisme d'intérêt commun.

Ses buts : - L'analyse scientifique des problèmes économiques coloniaux.

- L'étude des marchés coloniaux.

- L'aide aux entreprises allemandes restées aux colonies après la guerre.

- La préparation de la reprise économique après une éventuelle révision de l'article 119 du Traité de Versailles.

Il publiait un journal très répandu, le "Tropenpflanzer" (Le cultivateur des Tropiques) financé par le Ministère des Affaires Etrangères de la République de Weimar.

- L'AKOTECH., Arbeitsgemeinschaft Auslands - und Kolonialtechnik (Association d'études des techniques étrangères et coloniales), s'occupait de l'analyse des marchés étrangers et coloniaux.

- La V. D. A. V., Vereinigung des Deutschen Arbeitgeber Verbände (Union des Associations patronales allemandes.)

- La R. V. D. I., Reichsverband des Deutschen Industrie (Ligue du Reich de l'industrie allemande).

- La D. I. H. T., Deutscher Industrie und Handelstag (Journée allemande de l'industrie et du commerce)

Ces trois dernières organisations regroupaient essentiellement les patrons.

Elles étaient représentées au K. W. K. et finançait ses activités coloniales.

Quelques organisations agricoles et forestières qui s'intéressaient beaucoup au travail du K. W. K. étaient représentées au sein du K. W. K. :

- Le Deutscher Landwirtschaftsrat, Conseil Agricole Allemand

- La Deutscher Landwirtschaftsgesellschaft, Société Agricole Allemande

- Reichslandbund, la Ligue Agricole du Reich.

- Reichsverband des Deutschen Gartenbaus : Association d'horticulture du Reich.

- Deutscher Forstverein : Association Forestière Allemande.

II - Les entreprises économiques, industrielles et commerciales:

1) L'industrie de transformation :

On y trouve essentiellement IG Farbenindustrie Höchst, BASF qui s'occupait de l'industrie chimique et textile. Elle comprenait aussi des entreprises de potasse et des entreprises pétrolières.

Le Deutsche Kalisindicat (Société de Potasse allemande), la Deutsche Superphosphat Industrie (Industrie des Phosphates), la Verein der Deutschen Kalkwerke (usines de calcaire), la Kontinental Gummiwerke travaillaient aux colonies avec IG Farben.

2) L'industrie des machines coloniales :

Des usines comme Krupp, Grusen Werk, Man-Maschinenfabrik, Hacke-Kolonialmaschinenbau, construisaient des trains, des bateaux, des chaloupes, des tracteurs destinés aux colonies.

3) Les banques :

Elles furent très intéressées par les colonies, surtout la Deutschebank und Discontogesellschaft, la Dresdner Bank, la Commerz und Privatbank de Berlin.

4) Les sociétés coloniales :

Malgré la défaite allemande, plus de vingt Sociétés poursuivent leurs activités coloniales au lieu de liquider leur affaire.

- La D.O.A.C. (Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft) : elle avait des plantations dans les régions du Tanganyika et du Mozambique. Capital primaire en 1932 de 10 millions de Reichsmarks dont 40 % étaient apportés par l'Etat. Le président était Warnolz. Au Conseil d'Administration on retrouve Kurt Weigelt et Franz Urbig qui appartenaient à la Deutsche Bank et Gunzert qui appartenait au Ministère des Affaires étrangères.

- La Ueberseische Gesellschaft : Société d'Outremer. A côté de ses plantations, elle s'occupait aussi de commerce. Capital primaire de 500 000 Reichsmarks et participation de nombreuses autres sociétés coloniales. Au Conseil d'Administration, on

retrouve Warnolz comme Président, Weigelt, Gunzert et J. von Ribbentrop, Ambassadeur du IIIe Reich.

- La Deutsche Westafrikanische Handelsgesellschaft : Capital de 560 000 Reichsmarks en 1933. Elle possédait de nombreuses activités commerciales. Ses actionnaires étaient principalement la Deutsche Bank, la Vereinsbank.

- La Kamerun Eisenbahn Gesellschaft : Société des Chemins de Fer du Kamerun. Elle s'est transformée en société agricole qui achetait des plantations. Capital de 1,8 million de RM. (Mais cette société était toujours déficitaire, et devait bénéficier de subventions de l'Etat). On retrouve les actionnaires au Conseil de Surveillance : H. Fischer était Président, E. Boode, A. Freund, A. Hübe étaient tous trois directeur de banque.

III - Les conceptions hitlériennes avant 1933.

L'idéologie d'Hitler est exprimée dans "Mein Kampf" (1924) et "Hitler zweites Buch" (1928) publié sous le titre "L'expansion du IIIe Reich".

1) La politique commerciale du IIIe Reich :

"Au lieu de pratiquer une intelligente politique territoriale en Europe, on eut recours à une politique coloniale et commerciale. Cette politique était d'autant plus maladroite qu'on se figurait à tort pouvoir éviter ainsi l'obligation de s'expliquer par les armes à la main." (4)

"L'éloignement comme le climat de ces territoires interdisait une colonisation du style de celle que les Anglais ont appliquée dans leurs colonies américaines, les Hollandais en Afrique du Sud et les Anglais encore en Australie. De là vient le mécanisme de la politique coloniale allemande. Le problème de la colonisation passa à l'arrière-plan et on vit s'y substituer les intérêts des sociétés qui n'avaient que peu de rapport avec les intérêts généraux du peuple allemand..."

"...La valeur des colonies allemandes se mesurait en réalité aux possibi-

(4) A. Hitler. Mein Kampf. (P. 608)

lités de tenir des marchés sûrs qui, en tant que fournisseurs de différents produits coloniaux et parfois de matières premières, rendaient l'économie allemande indépendante de l'étranger..."

"... Une politique économique mondiale ne pouvait jamais qu'aboutir à un conflit avec l'Angleterre. L'industrie d'exportation, le commerce mondial, les colonies et la flotte de commerce doivent être protégés par la grande puissance qui, comme l'Allemagne, s'était vue contrainte de suivre ce chemin pour les mêmes raisons d'autosubsistance. Tant que l'Angleterre pouvait compter briser la concurrence allemande avec des moyens purement économiques, cette lutte économique pacifique pour la conquête d'une place au soleil pouvait se poursuivre parce que nous n'étions jamais sortis à cet égard d'une honnête médiocrité. Mais s'il arrivait que l'Allemagne repoussa l'Angleterre sur cette route de l'économie pacifique, il allait de soi que le fantôme de la conquête économique mondiale devrait s'évanouir devant la pointe des baïonnettes..." (5)

Pour Hitler, avoir ou chercher à avoir des colonies signifiait risquer un conflit avec l'Angleterre, un conflit ouvert.

2) L'espace vital du peuple allemand.

Hitler souhaitait un rapport "sain" entre la population et la superficie du territoire.

"La politique extérieure de l'Etat raciste doit assurer les moyens d'existence sur cette planète de la race que groupe l'Etat en établissant un rapport sain viable, conforme aux lois naturelles entre le nombre et l'accroissement de la population d'une part, l'étendue et la valeur du territoire d'autre part. De plus, on ne doit considérer comme rapport sain que la situation dans laquelle l'alimentation d'un peuple est assurée par les seules ressources de son propre territoire. Tout autre régime, durerait-il des siècles et des millénaires, n'en est pas moins malsain et tôt ou tard arrive à causer un préjudice sinon la ruine du peuple considéré.

(5) A. Hitler. "L'expansion du IIIe Reich" p. p. 88-89

Seul un espace suffisant sur cette terre assure à un peuple la liberté d'existence."

(6).

Hitler ne cachait pas son désir d'acquérir des territoires à l'Est de l'Europe. "Voulait-on des territoires en Europe, cela ne pouvait être en somme qu'aux dépens de la Russie" (7)

"Cependant, une telle politique ne peut plus aujourd'hui s'exercer quelque part au Kamerun mais bien presque exclusivement en Europe. Il faut se ranger avec calme et sang-froid à ce point de vue qui ne saurait être conforme à la volonté divine de voir un peuple posséder cinquante fois plus de territoire qu'un autre. Il n'est pas permis dans ce cas de se laisser écarter par des frontières politiques, des limites du droit éternel. Si cette Terre a réellement assez de place pour la vie de tous, qu'on nous donne donc le sol qui nous est nécessaire pour vivre. Assurément, on ne le fera pas volontiers, mais alors intervient le droit de chacun à lutter pour son existence et ce qui est refusé à la douceur, il appartient au poing de le conquérir". (8)

3) La mission historique du IIIe Reich.

"L'Allemagne sera une puissance mondiale ou ne sera pas." (9)

Hitler veut abandonner la politique coloniale du IIe Reich (expansion au Sud) et instaurer une nouvelle politique : l'Ostpolitik (Politique de l'Est).

LES MONOPOLES CAPITALISTES ET LA QUESTION COLONIALE.

I - Les monopoles industriels les plus importants de l'Allemagne nazie étaient :
- Le Konzern IG Farbenindustrie au capital de 720 millions de Reichsmarks, spécialisé dans l'industrie des colorants, des produits pharmaceutiques et photographiques, des carburants, de la houille, des parfums, etc.

(7) "Mein Kampf" p. 142

(8) A. Hitler "Mein Kampf" p. 140

(9) Hitler "Mein Kampf" p. 652.

- Le Konzern sidérurgique de Vereinigte Stahlwerke Düsseldorf, au capital de 460 millions de Reichsmarks, qui produisait de la fonte brute, du fer en barre, de la tôle brute et fine, du fil laminé, etc. . . .
- La société sidérurgique par actions F. A. Krupp, au capital de 160 millions de Reichsmarks.
- Mannesmann (159 millions), La Rheinische Stahlwerke (150 millions), la A. E. G. (120 millions), le Wintershall (125 millions), la Hamburger Hochbau (108 millions) Salzdelfurth (44 millions), Henkel & C°, Flick-Konzern, Siemens Schuckert, Siemens-Halske, etc. . . .

Les monopoles financiers se composaient essentiellement de la Deutsche Bank und Diskontogesellschaft qui dominait l'ensemble de l'industrie, de la Kommerzbank qui dominait l'industrie de potasse, de la Dresdner Bank dont dépendaient les industries du bois, des cuirs et peaux, et d'un institut d'émission semi-public, la Reichsbank, qui se limitait au réescompte et aux opérations sur les titres publics.

II - Les intérêts coloniaux des monopoles.

1) Les monopoles industriels.

- IG Farbenindustrie conserve sa présence sur le continent africain malgré la défaite allemande de 1918.

Elle était représentée

- en Egypte par Karakand, et Haddad au Caire.
- en Lybie par Léon Forti. Au Mozambique, elle avait trois représentants, trois en Angola, trois au Congo Belge, deux en Guinée espagnole, deux au Cameroun français, deux au Cameroun anglais, deux au Togo français, deux en Côte d'Ivoire, un en Guinée française, deux au Sénégal, cinq au Nigeria, deux au Togo britannique et Gold Cost, un en Sierra Leone, un au Liberia ; il y en avait également en Afrique de l'Est italien et britannique, au Ruanda Urundi, à Madagascar, à l'île Maurice et en Afrique du Sud.

"Un manque de spécialistes et de connaisseurs des produits IG se fait par-

ticulièrement sentir dans les sociétés qui nous représentent. . . C'est pourquoi les représentants souhaiteraient que des spécialistes séjournent pendant quelques mois dans les pays concernés. Le nom "Bayer" jouit de la plus haute réputation partout en Afrique de l'Ouest. . . Le marché de l'Afrique de l'Ouest pour les produits IG est sans aucun doute très prometteur pour l'avenir". (10)

IG Farben, le Konzern le plus important d'Allemagne, qui avait donc des intérêts coloniaux immédiats, avait fondé à Bitterfeld la USA Kolonial Schule IG-Farben Industrie et finançait le mouvement colonial.

Ses directeurs siégeaient dans les associations coloniales de puis la République de Weimar.

- "La Vereinigte Stahlwerke": Le directeur, Emil Kirdorf, était également directeur du Konzern Gelsen Kirchner. En tant que membre de la droite traditionnelle, il dénonçait le Traité de Versailles et revendiquait les colonies. Il était membre du Présidium de l'Organisation Coloniale, "Vereinigung für Deutsche Siedlung und Wanderung" et membre de la KORAG, importante organisation coloniale.

August Thyssen, membre de la droite traditionnelle, revendiquait, lui aussi, les colonies. Il était membre du Comité d'honneur de la Deutsche Kolonial Verein et finançait le mouvement colonial.

Albert Vögler, également membre de la D.K.V., collaborait étroitement avec la D.K.G. et finançait plusieurs mouvements coloniaux.

Krupp, (fabriquait des machines coloniales), siégeait au Présidium de la D.K.G., et finançait les journaux coloniaux dans un but publicitaire.

- "La Rheinische Stahlwerke": Otto Krawell était Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'honneur de la D.K.V.

2) Les monopoles financiers.

- La "Deutsche Bank". Le directeur est Kurt Weigelt, responsable du département colonial de cette banque, membre du Présidium de la D.K.G. et de plus

de 80 présidiums de différentes sociétés:

La "Deutsche" Bank participait à de nombreuses entreprises coloniales, de même que la "Dresdner Bank et la Commerzbank.

- La "Reichsbank," était présidée par Schacht, Ministre de l'Economie. Il ne cachait pas ses opinions politiques pro-coloniales à Hitler. "Nous devons sans cesse répéter du côté allemand qu'une activité allemande dans les territoires coloniaux et outremer constitue l'un des moyens essentiels qui permettront non seulement à l'Allemagne, mais au monde de surmonter la crise économique". (11)

En 1933 ou 1935, il envoie une lettre à Epp, président du KRA / NSDAP, où il disait que la colonisation à l'Est ne saurait être envisagée par "aucune personne raisonnable". Il en avait envoyé la copie à Hitler.

Il disait, entre autres : " Si à partir de ces considérations politiques générales la politique coloniale signifie pour nous une nécessité absolue, elle le sera encore plus à partir de notre situation économique. La constellation actuelle est une base économique qui nous permet de présenter le plus facilement possible et sans hésiter, la revendication coloniale. Car un pays industriel tel que se présente l'Allemagne ne saurait vivre sans matières premières coloniales. (12)

A la fin de la lettre, il définissait ainsi le rôle d'Hitler : "C'est à lui à déterminer le temps et la manière par laquelle nos intérêts de politique coloniale seraient à poursuivre."

- La Reichskreditbank finançait les sociétés coloniales allemandes par l'intermédiaire d'un "Comité de Garantie du Reich" pour les crédits bancaires aloués aux sociétés d'Outremer.

III - Les financiers d'Hitler.

- La Vereinige Stahlwerke. Son président, E. Kirdorf rencontre Hitler

(11) H. Schacht, Grundsätze der Wirtschaftspolitik, Oldenburg 1932

(12) BA Koblenz N S 10/30 p. 161.

le 4 juillet 1927 à Munich, chez l'éditeur H. Brackmann. En 1929, Kirdorf est un invité d'honneur au N. S. D. A. P. Par la suite, il veut faire voter par le Bergbauverein la résolution de donner 5 Pfennig par tonne de charbon vendu au N. S. D. A. P.

Le 1er mai 1936, il déclare : "Lorsque je repense à ma vie, je ne saurais assez rendre grâce à Dieu qu'il m'ait donné une longue vie (...) et m'ait permis ainsi de venir en aide au moment opportun à notre Führer bien-aimé". (13)

- Fritz Thyssen, président du Comité directeur de la "August Thyssen".

En 1923, il rencontre Hitler chez Max Scheubner-Richter, ami intime d'Hitler. Il fut très impressionné par ses propos nationalistes et accepta de verser 100 000 marks Or au N. S. D. A. P.

En novembre 1930, Thyssen déclare devant le "Reichsverband des Deutschen Industrie" (équivalent du C. N. P. F. en France), qu'il est prêt à gouverner avec le N. S. D. A. P.

- Flick. D'abord très réticent, il versa un million de Reichsmarks au N. S. D. A. P. pour des fins électorales.

- W. Kepler. Directeur de la Chemische Werke Odin devint membre du N. S. D. A. P. en 1927.

- Schacht. Il rencontre Hitler en 1930; en 1932 il prédit l'élection de Hitler à la Chancellerie. Il définit le nazisme comme un "mouvement qui a su parer au danger du bolchevisme".

- IG Farben, est réticente d'abord car elle s'attache à la phraséologie de l'Ostpolitik de Hitler. Mais dès le début, les concurrents de IG F. ont soutenu Hitler.

En Novembre 1932, Bosch mandate H. Gattineau et H. Büttefisch pour apporter des éclaircissements à Hitler. Puis le N. S. D. A. P reçoit une somme de 100 000 R. Marks.

- Krupp, en avril 1933 écrivait à Hitler : "Le développement politique coïncide avec les souhaits que moi-même et le Présidium avons eus depuis long-

(13) D. Guérin. "Fascisme et Grand Capital" II p. 36 Paris 1936.

temps". (14)

IV - Hitler, les monopoles et la question coloniale.

1) Le problème colonial, une alternative de politique extérieure.

Hitler parlait de la "honte de Versailles" et voulait restaurer la dignité allemande. Au cours d'une interview accordée à un journaliste anglais le 18 octobre 1933, il déclare : "Les Allemands sont autant capables que d'autres peuples de gouverner et d'organiser une colonie". (15)

Pour obtenir une alliance avec la Grande Bretagne, il fallait renoncer aux colonies et réduire la force navale allemande au tiers de la flotte britannique. Mais pour que l'Allemagne retourne siéger à la S.D.N., il fallait lui restituer un certain nombre de colonies.

2) Ribbentrop.

Nommé ambassadeur plénipotentiaire en Angleterre à partir du 1er juin 1935. Le 18 août 1935, l'accord naval anglo-allemand est signé. En avril ou mai 1936, Ribbentrop est nommé responsable suprême des affaires coloniales, puis Ministre des Affaires Etrangères.

3) Hitler revendique les colonies.

Influencé par les monopoles industriels et financiers, par les sociétés coloniales et par Ribbentrop, Hitler commence à revendiquer les colonies : le 1er Mai 1935, au Tempelhof à Berlin, il parle de "Kolonialraub" (Vol des colonies), et du problème des devises. Le 21 Mai 1935, Hitler demande à la Grande Bretagne de mettre fin à cette situation intolérable. Le 8 décembre 1935, Hitler revendique publiquement les colonies pour la première fois. Le 7 juin 1936, les troupes allemandes occupent la zone démilitarisée de la Rhénanie. Le même jour, Hitler propose un plan en sept points au Reichstag. Le septième point disait : "... Le gouvernement du Reich exprime en même temps le souhait que pendant un temps rai-

(14) Reichsverband. Der Nürnberger Prozess I Berlin 1957 P. 134.

(15) Interview à Ward Price 18. 10. 1933

sonnable, et par voie de négociations amicales, le problème de l'égalité de droits sur le plan colonial soit clarifié". (16)

LES VISEES ECONOMIQUES SUR L'AFRIQUE

I - Plans de paix et revendications territoriales.

A partir de 1940, on a commencé à proposer des plans de paix, en Allemagne, dont l'origine est très intéressante et révélatrice.

1) Le 28 Mai, la direction de l'IG Farben propose un plan de paix. Le même jour, elle envoie une lettre à sa succursale de Franckfort : "... A la suite de votre suggestion, nous avons attiré l'attention du service de contrôle de l'industrie chimique sur le fait que notre organisation de vente en Afrique devra être construite sur des bases nouvelles après la guerre, compte tenu de la restructuration politique et territoriale du continent qui en résultera". (17)

Déjà en août 1940, IG Farben avait ébauché un plan de revendications territoriales en trois points :

- Colonisation directe des pays suivants : Côte d'Or, les deux parties du Togo, Dahomey, Nigéria, les deux parties du Kamerun, Guinée espagnole, les îles de Fernando Po et Sao Thomé, l'Afrique Equatoriale Française, Ruanda Urundi, Nyassaland, l'Afrique Orientale Anglaise, les îles Zanzibar, Pemba, Mascareigne et Madagascar.
- Colonisation indirecte des pays suivants : Sud-Ouest africain, Union Sud-Africaine, Basutoland, Betchuanaland, Swasiland, Rhodésie du Nord et Sud, Mozambique.
- Colonisation indirecte des colonies italiennes : Tunisie, Lybie, Egypte, Soudan anglo-égyptien, Abyssinie, Erythrée, Somalie, Uganda, Kenya.

2) La Deutsche Bank

La proposition de la D. B. fut établie à la demande de Epp (Memorandum d'économie coloniale), par K. Weigelt, avant le 25 juillet 1940.

(16) E. Klöss; Reden des Führers, München, 1967, p. 176.

(17) D 7 M P. IG FARBEN B 135 f 4

C'était une étude secrète assez détaillée qui fut tirée à 50 exemplaires pour les chefs suprêmes du Reich, mais on ne la retrouve dans aucune archive. On sait seulement que Weigelt y revendiquait la colonisation directe des pays tels que : Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Dahomey, Côte d'Or, Nigeria, Congo Belge, les deux parties du Togo et du Kamerun, l'A. E. F., Kenya, Uganda, Tanganyika, Ruanda Urundi, Rhodésie du Nord. Il refusait d'insérer l'Angola et le Sud-Ouest Africain, car il voulait tenir compte des revendications portugaises et sud-africaines.

3) L'"Oberkommando der Marine", l'O. K. M.

Son plan fut présenté au Ministère des Affaires Etrangères le 27 juillet 1940. "... Des bases navales sont nécessaires pour la défense d'un empire colonial. Il est important, dès le départ, de prendre en considération le problème de l'acquisition des bases, ceci (...) dans le cadre de l'extension et de la constitution du futur Reich colonial". (18)

Cette lettre ultra-secrète réclamait les villes portugaises de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et les îles africaines comme bases militaires.

4) Le plan du Ministère des affaires étrangères.

C'est une synthèse des trois autres plans avec d'autres propositions, présenté par Butefeld, du Ministère. Il y dresse le bilan et explique pourquoi le Reich avait besoin de toutes ses colonies. Il cherchait un compromis avec la Grande Bretagne au détriment de la France. Il réclamait : Le Togo, le Dahomey, la Côte-d'Or, le Nigeria occidental, le Niger du Sud, le Tchad du Sud, le Kamerun, l'A. E. F., le Congo Belge, le Tanganyika, l'Uganda, le Kenya, la Rhodésie du Nord, le Nyassaland, la Rhodésie du Sud, le Sud-Ouest africain (il pensait pouvoir négocier avec l'Afrique du Sud). Il réclamait également les ports de Dakar, Conakry et les îles revendiquées par la marine.

En 1942, l'Angleterre n'avait toujours pas abandonné la guerre, alors on pensa à un compromis avec le Gouvernement de Vichy pour que l'Angleterre perde

tous ses droits en Afrique. Pour cela, il aurait fallu donner le Togo et le Dahomey à la France.

II - L'Eurafrique aux Européens !

1) L'Afrique au service de l'Europe allemande.

Remarque de Bütefeld où il explique la nécessité d'avoir des colonies:

"... En formulant la revendication des territoires coloniaux, il faut partir de ce fait qu'après la restructuration de l'Europe, le territoire devant être approvisionné par l'espace complémentaire colonial, comprendra en dehors de la Grande Allemagne : la Slovaquie, la Scandinavie, le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, et d'autres territoires européens. Ces pays seront incorporés dans le grand espace économique européen et devront orienter leur économie vers l'économie allemande. C'est pourquoi ils auront aussi le droit de réclamer un approvisionnement de produits coloniaux provenant d'un espace colonial sous domination allemande. La planification économique dans les colonies allemandes devra tenir compte des besoins d'environ 150 millions d'hommes vus de leur côté".

.....

" Le but final à atteindre est de placer la plus grande partie possible de l'espace colonial disponible en Afrique, sous influence allemande, de telle manière qu'à travers une collaboration avec les autres puissances coloniales, un travail commun puisse se dégager dans l'exploration, l'entretien et l'exploitation de toutes les ressources économiques du continent africain, au profit de toute l'Europe, en garantissant particulièrement les besoins propres à la Grande Allemagne. La condition préliminaire pour atteindre ce but est l'acquisition d'un territoire allemand en Afrique centrale suffisamment grand et dans la mesure du possible, d'un territoire contigu". (19)

L'Afrique devait donc être un complément naturel de l'Europe. On parlait souvent de complément colonial, complément tropical (tropische Ergänzung), espace économique complémentaire (wirtschaftlicher Ergänzungsraum). Cela sup-

posait la nécessité d'une communauté européenne homogène et d'une communauté eurafricaine. Il fallait obtenir la collaboration de toute l'Europe sous la direction de la Grande Allemagne. Julius Rohrbach, du Statistisches Reichsamts, écrivait dans une étude envoyée au Ministère des Affaires Etrangères "que l'économie africaine soit orientée dans sa totalité selon les besoins européens". (20)

Dans un article paru en 1940, Erich Obst avait lancé le slogan : "Eurafrika des Europäern !", c'est-à-dire : l'Eurafrique aux Européens !. (21)

Conclusion

- 1) Le Traité de Versailles prive l'Allemagne de ses colonies.
- 2) Certaines sociétés ne se liquident pas mais continuent leur entreprise coloniale sous différentes formes.
- 3) Tous les monopoles industriels et financiers de l'Allemagne, avant et pendant l'époque hitlérienne revendiquent la restitution des colonies.
- 4) Les conceptions idéologiques de Hitler se heurtent aux intérêts des monopoles dont il dépend. En 1935-1936, Hitler doit céder et officialise une politique coloniale de l'Allemagne nazie.
- 5) Divers travaux de recherches sont exécutés et aboutissent pendant la guerre à la formulation très précise des revendications territoriales de l'Allemagne en Afrique.

Il ne s'agit plus de la restitution des anciennes colonies allemandes, mais d'une restructuration de l'Afrique, et de là d'un nouveau partage du monde.

KUM'A N'DUMBE III

Voir aussi :

Kum'a N'dumba III, Hitler, l'Afrique du Sud et la menace impérialiste, in : Les Temps Modernes, octobre 1973, 51 pages.

Die Neugestaltung Afrikas, in : Vierteljahres Hefte für zeitgeschichte München. 1974.

Afrikapolitik des IIIe Reiches, in : Afrika Heute, Bonn nov. 1972.

(20) Memorandum, DWI Behr A 26/44

(21) Erich Obst Zeitschrift für Erdkunde 9 jhg Heft 9/12 p. 266.

DISCUSSION

M. Léon fait part de sa stupeur et de celle de l'assistance devant la portée de la conquête prévue par l'Allemagne nazie. Il s'étonne que la construction folle imaginée par Hitler ait pu rencontrer l'appui de milieux économiques "sérieux" (si Thyssen, était un demi-fou, Kirdorf, le grand patron de la sidérurgie allemande avait le sens des réalités et il n'était pas le seul) M. Léon souligne aussi la brutalité de ces visées qui ne s'appuient plus sur une justification idéologique. L'Allemagne en est venue à des objectifs purement économiques.

M. Jacob met en valeur le rapport fascinant qui s'est établi entre un discours ("Mein Kampf") et les intérêts économiques. Il dégage trois temps. Dans les années 1920 Hitler ignore les revendications coloniales. Mais la situation économique se modifie et en 1933, l'Allemagne a un vif besoin de matières premières qu'elle ne peut ni se procurer faute de devises, ni fabriquer elle-même (les oléagineux par exemple). Sous la pression de la nécessité, Hitler se convertit alors à l'idée de la conquête et réajuste son discours. C'est le deuxième temps. Dans un troisième et dernier temps, les milieux économiques adoptent le discours hitlérien et vont jusqu'à l'encourager.

MM. Jacob et Lorcin aimeraient avoir des renseignements sur la propagande (littérature et cinéma). M. Lorcin a le souvenir d'un film de l'époque sur le Cameroun, dont le thème, tournant autour de la construction du chemin de fer, était traité dans le style de la comédie américaine sentimentale. M. Jacob indique que l'on pourrait trouver des éléments intéressants dans l'ouvrage de Cadar et Courtade sur le cinéma nazi.

Melle Luirard souligne qu'il n'y a pas incompatibilité entre la politique coloniale et l'idéologie du IIIe Reich ; elles relèvent toutes deux de la même mentalité. M. Garden tient à replacer la politique coloniale allemande dans sa situation coloniale générale (il rappelle à cet égard, la conclusion de l'"Histoire de France" de Lavisse). Pour M. Lequin la doctrine hitlérienne relève d'une conceptualisa-

tion économique et d'une idéologie qui sont totalement étrangères au XXe siècle. Le décalage est trop immense entre politique et économie.

Melle Luirard demande s'il y avait une présence de l'Allemagne dans des régions de l'Afrique autres que ses colonies. Elle a, en effet, trouvé le cas d'Allemands qui, installés au Maroc ont fait perdre des marchés aux Stéphanois.

Enfin M. Mpondo demande si les Européens avaient eu connaissance de ces plans de paix.

M. Kum'a N'dumbe répond à toutes ces interventions en apportant tout d'abord quelques précisions sur les archives qu'il a consultées. Seule l'Allemagne de l'Est met à la disposition des chercheurs les archives des différentes entreprises de l'Allemagne nazie. Ces archives des firmes ne se trouvent ni à Coblenche, ni à Bonn, ni à Fribourg, ayant été restituées aux différentes entreprises après la guerre. C'est pourquoi la masse de documents économiques de Potsdam favorise de loin les recherches orientées sur les problèmes économiques. Les Allemands de l'Ouest privés de ces documents, orientent leurs recherches vers des thèmes plus politiques qu'économiques car il leur est difficile d'avoir accès aux dépôts de l'Allemagne de l'Est.

Archives.

- 1) En Allemagne fédérale : Bundesarchiv, Coblenche, l'ensemble des documents du IIIe Reich, à l'exception des documents des Affaires Etrangères qui sont à Bonn (Archiv des Auswärtigen Amtes) et de l'Armée qui sont à Fribourg (Militärarchiv).
- 2) En République Démocratique Allemande : Zentralarchiv, Potsdam et Berlin.

M. Kum'a N'Dumbe explique ensuite que la propagande a été organisée à l'aide de films et d'expositions. Elle a reçu la contribution de professeurs comme Drascher, Fischer et Grimm dont le roman "Volk Ohne Raum" (peuple sans espace), bestseller de l'époque, connut une adaptation cinématographique exceptionnelle. Des expositions ont été organisées par la DKG, Deutsche Kolonialgesellschaft qui regroupait 2 millions d'adhérents.

En réponse à Melle Luirard, M. Kum'a N'Dumbe rappelle que la politique

coloniale de l'Allemagne sur l'Afrique du Nord était différente de celle qu'elle prévoyait sur le reste de l'Afrique. Il s'agissait d'en abandonner la colonisation directe à la France, à l'Italie et à l'Espagne et de n'intervenir que par une domination économique et militaire (l'I. G Farben, par exemple, avait des représentants de partout, en Lybie, en Egypte, au Maroc, etc, et revendiquait une colonisation indirecte des colonies italiennes). L'Afrique, au Sud du Sahara, devait être colonisée directement par l'Allemagne à l'exception de certains territoires surtout situés non loin de l'Union sudafricaine. Cette colonisation politique, économique et militaire devait dans son ensemble servir les intérêts de l'ensemble de l'Occident. Pour l'Afrique et les Africains, le résultat était le même, ils devraient subir le joug des Occidentaux. M. Kum'a N'Dumbe précise ensuite, à l'attention de M. Léon, que le rôle des konzern, s'est amplifié sous Hitler mais que leur action était antérieure à son arrivée au pouvoir. C'est le cas, en particulier, de l'I. G. Farben qui travaillait méticuleusement depuis longtemps. En 1940 les plans de paix des konzern sont prêts : dans les archives on trouve jusqu'aux listes des noms des agents commerciaux et des agents de police qui iraient s'installer aux colonies.

A M. Mpondo, M. Kum'a N'Dumbe répond que les Européens avaient connaissance d'abord de manière "officieuse" par leurs journaux que les Allemands revendiquaient les colonies. Puis par le discours d'Hitler en 1934, ils en furent informés officiellement. Les agents secrets, français ou anglais eurent-ils une connaissance plus précise des plans de paix. M. Kum'a N'Dumbe ne peut le savoir, ne s'étant pas penché sur les archives françaises ou anglaises.

M. Léon remercie M. Kum'a N'Dumbe de cet apport exceptionnel à l'histoire des rapports entre l'Allemagne nazie et l'Afrique.